

DECLARATION DU MINREX.

Le Ministère des Relations Extérieures a retiré son personnel diplomatique de Libye où l'intervention étrangère et l'agression militaire de l'OTAN ont rendu le conflit plus aigu et ont empêché le peuple libyen d'avancer vers une solution négociée et pacifique en totale autodétermination.

La République de Cuba ne reconnaît pas le Conseil National de Transition ni aucune autorité provisoire et reconnaîtra seulement un gouvernement constitué légitimement et sans intervention étrangère selon la libre, souveraine et unique volonté du peuple frère libyen.

L'Ambassadeur Victor Ramirez Peña et le Premier Secrétaire Armando Perez Suarez, accrédités à Tripoli, ont eu une conduite irréprochable, s'en tenant strictement à leur statut diplomatique. Ils ont couru des risques et accompagné le peuple libyen dans cette situation tragique, ils ont été les témoins directs des bombardements de l'OTAN sur des objectifs civils et de la mort de personnes innocentes.

Sous le prétexte grotesque de la protection des civils, l'OTAN en a assassiné des milliers, il a méconnu les initiatives constructives de l'Union Africaine et d'autres pays et de même, il a violé les résolutions discutables qu'il a imposées au Conseil de Sécurité, en particulier en attaquant des objectifs civils, en finançant et en fournissant de l'armement d'une part, d'autre part en déployant du personnel opérationnel et diplomatique sur le terrain.

Les Nations Unies ont ignoré la clameur de l'opinion publique internationale pour défendre la paix et se sont rendues complices d'une guerre de conquête. Les faits confirment les avertissements lancés par le Commandant en Chef Fidel Castro Ruz dès le début des opérations et les dénonciations opportunes faites par Cuba à l'ONU. Maintenant, on sait mieux à quoi sert ce que l'on a appelé « la responsabilité de protéger » aux mains des puissants.

Cuba proclame que rien ne peut justifier l'assassinat de personnes innocentes.

Le Ministère des Relations Extérieures réclame l'arrêt immédiat des bombardements de l'OTAN qui continuent à tuer et réitère l'urgence de permettre au peuple libyen de trouver une solution pacifique et négociée sans intervention étrangère, dans l'exercice de son droit inaliénable à l'indépendance, à l'autodétermination, à la souveraineté sur ses ressources naturelles et à l'intégrité territoriale de cette nation sœur.

Cuba dénonce le fait que la conduite de l'OTAN tend à créer des conditions similaires pour une intervention en Syrie et réclame la fin de l'ingérence étrangère dans ce pays arabe. Elle appelle la communauté internationale à prévenir une nouvelle guerre et demande instamment aux Nations Unies d'accomplir leur devoir de sauvegarder la paix et de soutenir le droit du peuple syrien à la pleine indépendance et à l'autodétermination.

La Havane, 3 septembre 2011.
(traduction Gaston Lopez)